

DEPARTEMENT
DE L'HERAULT

ARRONDISSEMENT
DE BEZIERS

MAIRIE
DE
VIAS

EXTRAIT

DU

Registre des Arrêtés du Maire

DE LA COMMUNE DE VIAS

Arrêté n° : PM/ 2024-091

Objet : Permission d'occupation du domaine public « ELAINOUSSE Youssef »

Date de publication :

17/05/24

LE MAIRE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-1,

VU le Code de la route et notamment l'article L.411-1,

VU la demande de Monsieur ELAINOUSSE Youssef domicilié au 202 Rue Villemin 59510 HEM, réceptionnée le 13 mai 2024, concernant l'autorisation d'occuper le domaine public au droit du 1 Rue de l'Hospice à Vias, du lundi 20 mai 2024 au vendredi 07 juin 2024, en vue d'y installer un échafaudage, dans le cadre de travaux de rénovation de toiture,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de cette voie,

CONSIDERANT que durant la période d'occupation du domaine public du lundi 20 mai 2024 au vendredi 07 juin 2024, il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules,

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur ELAINOUSSE Youssef est autorisé à positionner un échafaudage au droit du 1 Rue de l'Hospice à Vias, du lundi 20 mai 2024 au vendredi 07 juin 2024, dans le cadre de travaux de rénovation de toiture.

ARTICLE 2 : La circulation et le stationnement de tous les véhicules sont réglementés, du lundi 20 mai 2024 au vendredi 07 juin 2024, conformément aux dispositions suivantes :

- Rétrécissement de la chaussée,
- Vitesse limitée à 10 km/h,
- Stationnement interdit au droit du chantier.

La signalisation routière réglementaire sera conforme à l'instruction interministérielle notamment la partie sur les panneaux et dispositifs de signalisation temporaire.

La signalisation nécessaire dans son ensemble sera installée, entretenue et déposée par Monsieur ELAINOUSSE Youssef afin d'avertir les usagers de ces dispositions.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Il informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 3 : Le permissionnaire est tenu de se conformer aux dispositions suivantes :

- Assurer la protection des piétons contre les risques dus à la circulation des véhicules. Si le trottoir est suffisamment large, le passage des passants devra être réalisé soit sous l'échafaudage soit sur le côté par l'élargissement du trottoir.
- La protection des piétons et des véhicules doit également être assurée contre les chutes de matériaux ou matériels depuis l'échafaudage. A cet effet, il sera réalisé soit un auvent de protection, soit un bâchage ou un bardage.
- La signalisation d'un échafaudage doit être réalisée de jour comme de nuit.
- Dans les chantiers, s'il y a risque de heurts par des véhicules ou engins, une signalisation doit être mise en place ainsi que tout moyen de fermeture de la zone.

ARTICLE 4 : La voie publique sera occupée du lundi 20 mai 2024 au vendredi 07 juin 2024. Faute d'exécution dans ce délai et sauf reconduction de l'autorisation, celle-ci sera réputée retirée. Les travaux devront être exécutés conformément aux normes annexées.

ARTICLE 5 : Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra impérativement enlever tous décombres et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais, à l'état initial la voie publique et ses dépendances. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont mention sera portée le moment venu sur le présent arrêté.

ARTICLE 6 : Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toutes natures qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

ARTICLE 7 : La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque, sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions visées à l'article 2 ou énoncées aux articles ci-dessus.

ARTICLE 8 : Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

ARTICLE 9 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de Marseillan, le Chef de la Police Municipale de VIAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à VIAS le 13 mai 2024

Maître Jordan DARTIER
Maire de VIAS

